



La signification internationale de l'émergence d'un État policier au Sri Lanka

Par [K. Ratnayake](#)

Mondialisation.ca, 23 février 2010

[WSWS](#) 23 février 2010

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#), [Loi et Justice](#)



Les démarches rapides effectuées par le gouvernement du Sri Lanka en direction d'un Etat policier non seulement représentent un grand danger pour la classe ouvrière de l'île, elles sont aussi un avertissement pour les travailleurs du monde entier. Alors que des crises d'endettement éclatent dans un pays après l'autre et que les gouvernements rencontrent de la résistance aux mesures d'austérité brutales exigées par le capital financier international, les méthodes antidémocratiques du président Mahinda Rajapakse représentent un avant-goût de mesures qui seront aussi appliquées ailleurs.

Les tensions politiques qui existent à Colombo sont, sous une forme aiguë, la manifestation de processus internationaux plus vastes. L'île a été empêtrée dans une guerre communautariste sauvage pendant 26 ans et qui s'est terminée en mai dernier par la défaite de l'organisation séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Le président Rajapakse, qui avait repris la guerre en 2006 en la menant de manière impitoyable, a déclaré qu'il allait désormais apporter la « paix et la prospérité » à l'île.

C'est le contraire qui se passe. La fin des combats n'a résolu aucun des problèmes qui sous-tendaient la situation. Après avoir hypothéqué le pays pour payer sa guerre criminelle, Rajapakse fut obligé d'emprunter 2,6 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI) pour éviter une grave crise de la balance des paiements. A présent, le FMI fait la loi et exige du gouvernement qu'il fasse des coupes sévères dans le niveau de vie de la population laborieuse.

Rajapakse cherche à renforcer son contrôle de l'appareil d'Etat en prévision de l'agitation sociale. Durant la guerre, il s'était de plus en plus appuyé sur une cabale présidentielle rassemblant sa famille, des conseillers proches et des généraux agissant indépendamment du parlement et avec un mépris grandissant pour les normes constitutionnelles et légales. Durant l'état d'urgence, qui est toujours en vigueur, le président avait usé de ses pouvoirs étendus pour interdire les grèves, intimider les médias et pratiquer en grand nombre des détentions sans jugement. Des escadrons de la mort progouvernementaux et agissant avec la complicité des forces de sécurité avaient tué des centaines de personnes dont des politiciens et des journalistes.

Considérant qu'il pouvait exploiter politiquement sa « victoire » militaire sur le LTTE, Rajapakse avança de deux ans la date des élections présidentielles dans une tentative de renforcer son pouvoir. Les partis d'opposition ont soutenu l'ancien chef de l'armée sri

lankaise, le général Sarath Fonseka, comme leur « candidat commun » lors de l'élection amèrement contestée du 26 janvier. Fonseka avait fait partie du cercle très restreint de Rajapakse mais, s'étant fâché avec le président, il avait démissionné en novembre dernier pour se porter candidat à l'élection.

La victoire électorale de Rajapakse, loin de résoudre les conflits, a produit ce qui ne peut être décrit que comme une guerre de faction au sein des élites dirigeantes du pays. Fonseka avait refusé d'admettre la défaite et menaça de contester juridiquement les élections. Le gouvernement réagit la semaine passée en faisant arrêter Fonseka par la police militaire sur la base d'allégations de complot visant à renverser Rajapakse.

Un jour plus tard, le président dissolvait le parlement en annonçant la tenue d'élections législatives le 8 avril qui se dérouleront dans un climat politique de peur et d'intimidation. Le gouvernement a déjà annoncé que son objectif était d'obtenir une majorité des deux-tiers, lui conférant le pouvoir de changer la constitution et de fournir ainsi une feuille de vigne juridique au règne autocratique de Rajapakse.

En dépit de tout le venin déversé dans les querelles internes qui sévissent au sein de *l'establishment* de Colombo, les luttes factionnelles sont d'un ordre tactique, la question étant de savoir comment rejeter sur le dos des travailleurs les nouveaux fardeaux économiques et où se positionner dans les rivalités qui s'aggravent entre les principales puissances, notamment entre les Etats-Unis et la Chine. Les mesures extrêmes prises par Rajapakse sont une indication claire que les tensions de classe sont proches d'atteindre sur l'île un point de rupture.

Alors que les dettes de la Grèce font les gros titres de la presse internationale, la crise économique du Sri Lanka est d'une ampleur identique. L'endettement total du pays a grimpé à quatre milliards de roupies (35 milliards de dollar US) durant les dix premiers mois de 2009. Selon le FMI, le ratio de la dette publique totale par rapport au produit intérieur brut (PIB) avait atteint 87 pour cent en 2008. Le déficit budgétaire est monté à 11,3 pour cent du PIB et le FMI exige que le ratio soit ramené à 5 pour cent d'ici la fin de 2011.

Robert Prior-Wandesforde, chef économiste de la Hongkong & Shanghai Bank Corporation, a dit la semaine passée lors d'un séminaire à Colombo que le gouvernement devait aller bien plus loin dans la réduction des dépenses publiques. Rejetant les chiffres économiques de Rajapakse, Prior-Wandesforde a dit: « Il doit produire des résultats comme il l'avait fait dans le cas du terrorisme [les LTTE]. La seule chose qui pourrait empêcher le Sri Lanka d'atteindre son potentiel véritable c'est l'irresponsabilité, le gaspillage et la corruption dans les dépenses publiques. »

Les mesures économiques de la Grèce doivent à présent aussi être appliquées au Sri Lanka et ailleurs. Mais, en contrepartie, ce sont les méthodes politiques sri lankaises qui seront de plus en plus employées en Grèce et ailleurs au fur et à mesure que montera l'opposition populaire aux énormes et nouveaux fardeaux économiques. La crise ne se limite pas aux pays économiquement peu développés comme le Sri Lanka et aux Etats européens connaissant des problèmes tels la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande. Une défaillance de la Grèce aurait un impact considérable sur l'Allemagne et la France et se répercuterait sur l'ensemble de l'UE. La Grande-Bretagne est lourdement endettée, tout comme les Etats-Unis qui ne sont en mesure de subsister avec un déficit budgétaire de 10,6 pour cent du PIB que parce que leur dollar est encore monnaie de réserve internationale.

L'actuelle crise économique mondiale n'est pas un phénomène passager, elle est le résultat de l'effondrement des mécanismes mis en place après la Deuxième guerre mondiale dans le but de rétablir l'équilibre du capitalisme mondial. Les Etats-Unis qui avaient joué un rôle crucial dans la stabilisation d'après-guerre connaissent à présent le déclin économique et se trouvent au centre de l'actuelle crise financière. Quels que soient les hauts et les bas vécus à court terme par certaines économies ou par l'économie mondiale en général, le monde a entamé une nouvelle période de convulsions économiques qui a des répercussions politiques profondes sur la classe ouvrière.

Quiconque ignorerait les signaux d'alarme du Sri Lanka ferait une grave erreur. En raison de son histoire particulière et de son rapport à l'économie mondiale, cette petite île a souvent reflété très nettement les processus économiques et politiques ayant lieu au niveau international. En dernière analyse les élites dirigeantes de par le monde sont poussées, face à l'exacerbation des tensions économiques et sociales, à défendre leur position privilégiée par l'adoption des méthodes sri lankaises.

La classe ouvrière doit en tirer les conclusions nécessaires : le seul moyen de défendre ses droits démocratiques de base et son niveau de vie est en abolissant l'ordre social actuel et en réorganisant la société dans le but de satisfaire les besoins urgents de la majorité au lieu des profits de quelques riches.

Article original, WSWs, paru le 16 février 2010.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [K. Ratnayake](#), [WSWS](#), 2010

Articles Par : [K. Ratnayake](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca